

Unité départementale de la Savoie et Haute-Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74 000 ANNECY

Annecy, le **11 MAI 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCAVA**

2065 Route de la Serra  
Lieu dit « Les Quevets »  
74490 ST JEOIRE

Ref : 20230427-RAP-InspSocavaStJeoire-vs

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement SOCAVA implanté 2065 Route de la Serra Lieu dit « Les Quevets » 74490 ST JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023 et la partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2023 « Sécheresse » concernant la consommation et l'utilisation de l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection a également inspecté les prescriptions relatives à l'action régionale 2023 concernant la vérification de la gestion des déchets inertes dans les carrières.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCAVA
- 2065 Route de la Serra Lieu dit « Les Quevets » 74 490 ST JEOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006101903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société anonyme SOCAVA a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune St-Jeoire, par arrêté préfectoral (AP) du 15/12/2006 pour une durée de 30 ans.

A la date de l'AP, le gisement a été estimé à 12 000 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 500 000 tonnes/an en moyenne et 600 000 t/an au maximum. L'apport maximal de déchets inertes extérieurs est autorisé à hauteur de 10 000 t/an jusqu'en 2032 et 80 000 t/an jusqu'en 2036.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- **Sécheresse– Action nationale 2023**
- **Gestion des déchets inertes dans les carrières – Action régionale 2023**
- **Exploitation : phasage et suivi géotechnique**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
7	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.5.3	6 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 1	Sans suite
2	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans suite
3	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 16.2.12	Sans suite
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 17.1	Sans suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.4.2	Sans suite
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.5.2	Sans suite
8	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.7	Sans suite
9	Eau	Code de l'environnement du 27/04/2023, article L. 181-14	Sans suite

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun constat n'a fait l'objet d'une suite administrative. Un constat concernant la transmission d'une étude géotechnique est susceptible de suites.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extraction de matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La production moyenne autorisée est de : 500 000 t/an La production max autorisée est de : 600 000 t/an  Remblaiement autorisé 2023-2032 : 10 000 t/an max
<b>Constats :</b> L'exploitant a justifié les quantités extraites en 2022. La production maximale autorisée n'a pas été dépassée. L'exploitant n'a pas accepté de déchets inertes en 2022 du fait des travaux de déplacement du primaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre Chronologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de réception ;</li> </ul> </li> <li>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> <li>la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li> <li>les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou</li> </ul> </li> </ul>

- lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
  - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
  - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
  - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
  - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
  - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Du fait des travaux, l'exploitant n'a accepté aucun recyclé ou déchet inerte en 2022 que cela soit en transit ou pour la remise en état.

L'inspection rappelle que les exploitants de carrières doivent tenir à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ce registre.

A noter également que lorsque des terres sont acceptées sur le site pour la remise en état, l'exploitant doit également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

A titre d'information, seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation qui relève de

l'activité 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques) sont soumises à RNDTS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Remblaiement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 16.2.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stabilité zone de stockage de remblais

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les stocks de remblais en attente de mise en œuvre dans le cadre du réaménagement doivent être stables. L'exploitant doit justifier de cette stabilité.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes extérieur utilisés pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien éventuel des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. A cet effet, un sondage est réalisé toutes les 5 000 tonnes de matériaux réceptionnés

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée ;
- communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

**Constats :**

L'exploitant n'ayant pas accepté de déchets inertes sur son site, le jour de l'inspection, il n'y avait pas de stocks présents.

L'inspection rappelle que pour les futurs déchets inertes entrants ou issus de l'exploitation, si ces derniers sont mis en stock avant d'être utilisés pour la remise en état du site, l'exploitant devra :

- localiser les stocks sur un plan ;
- justifier de la stabilité de ces derniers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 4 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 17.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Phasage

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le phasage de l'exploitation de la carrière est le suivant :

- T1 - Phase d'exploitation 2022 – 2027 :

L'extraction se poursuit sur la zone Ouest jusqu'à la cote 610 NGF.

Fin 2023, le déplacement du poste primaire de la cote 650 NGF à la cote 610/600 NGF (à proximité des bureaux) entre les cotes 610/600 NGF est achevé.

La zone située sous le primaire est extraite de l'ouest vers l'est selon les préconisations de l'étude géotechnique « Exploitation du triangle Est-Socava Saint Jeoire (74) Etude d'Avant-Projet » du 07/02/2022 réalisée par le bureau d'étude Alpes-Ingé.



L'acceptation de déchets inertes extérieurs est autorisée pour un volume maximal de 10 000 t/an. Ils sont stockés selon les plans de phasage en ANNEXE IV du présent arrêté.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire en 2022. Le jour de l'inspection, nous avons constaté que l'exploitant respectait le nouveau phasage d'exploitation du site.

Le déplacement du primaire était en cours et les cotes sur le plan d'exploitation oscillaient entre 626 et 610 NGF. Il n'y avait pas de déchets inertes stockés sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 74.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Condition d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'une entreprise compétente en la matière.

Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

La charge totale d'un tir ne peut pas être mise à feu instantanément. Un plan d'amorçage du tir décompose la charge totale en charges élémentaires qui seront mises à feu, les unes après les autres, avec des décalages significatifs entre deux départs successifs. Sur un même tir, chaque trou chargé fait l'objet d'un amorçage fond de trou qui consiste à amorcer la colonne d'explosifs par un détonateur placé en dessous. En cas d'imbrûlé, la charge concernée devra être localisée et traitée selon les règles de l'art. Les ratés de tirs devront être tracés par l'exploitant.

Le registre des ratés de tir devra d'être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les tirs de mines sont interdits en période nocturne et le week-end. Les travaux de minages sont réalisés du haut vers le bas.

Un rapport de foration doit systématiquement être établi à l'issue de la foration. Ce rapport doit mentionner l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (failles, vides, karst, argile,...). Un relevé de dérivation est établi afin de vérifier la qualité de la foration pour les forages d'une profondeur supérieure à 9 mètres. Une attention particulière sera portée sur l'inclinaison des trous par rapport à celle du front.

Une personne compétente et formée en matière de tir de mine, autre que le foreur/mineur qui réalise le tir contrôlera aléatoirement 1/3 des forages de chaque tir : positionnement, profondeur et inclinaison.

Ces contrôles seront identifiés et les anomalies éventuelles tracées.

L'avancement de l'exploitation doit être tracé par la production mensuelle d'un plan topographique actualisé. Il est transmis à un organisme compétent en géotechnique.

L'ensemble de ces plans et rapports est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité publique lors des tirs.

**Constats :**

Le jour de l'inspection nous avons regardé le tir de mines effectué le 11 janvier 2023.

L'exploitant détient le certificat d'acquisition (CA) avec reprise en consignment. La réalisation des tirs effectués sur le site de la carrière est sous-traitée à la société Roc-Mines. C'est-elle qui gère la livraison des explosifs sur le site avec le CA de l'exploitant.

Elle réalise le plan de tir, l'implantation physique des forages, la foration, le contrôle et l'exécution des tirs.

L'exploitant nous a montré en séance l'application qui permet de voir l'implantation du tir : il s'agit d'une représentation graphique en 2 D du tir sur le plan d'exploitation.

L'exploitant nous a expliqué les vérifications concernant la position des forages, le chargement, etc.

Nous n'avons pas constaté d'incohérence ni dans les justifications de l'exploitant vis-à-vis des prescriptions, ni dans le détail du tir (hauteur de foration, diamètre, charge unitaire et charge totale, etc.).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 6 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Condition d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

L'usage de la piste « d'utilisation normale » située en pied des fronts pour rejoindre l'ouest à l'est de la carrière située actuellement en aléa de propagation quasiment certain et probable ainsi que les zones d'exploitation situées en dehors du périmètre aléa de propagation peu probable sont suspendus. Le plan des aléas à prendre en compte pour délimiter ces interdictions est en ANNEXE I du présent arrêté.

La modification de ce zonage est soumise à la réalisation d'une étude géotechnique définissant les travaux de sécurisation à mettre en place et d'une étude trajectographique afin de justifier que le niveau des aléas au niveau des zones de circulation et d'exploitation est atteint pour les réutiliser, à savoir :

- zones de circulation : aléa de propagation qualifié de moyen (périmètre jaune) ;
- zone d'exploitation : aléa de propagation qualifié de peu probable (périmètre vert).

Les pistes sont modifiées selon les plans de phasage situés en ANNEXE IV du présent arrêté. Leurs pentes sont déterminées par un organisme compétent extérieur avec une largeur ne pouvant pas être inférieure à 8 mètres.

### Article 7.5.2.1 « Extraction de la zone matérialisée en rouge selon le plan en ANNEXE II » :

Dans cette zone, le matériau est abattu à l'aide de tirs de mines par tranches successives d'une épaisseur maximale de 15 mètres.

Les paramètres de tirs sont adaptés selon la maille de foration en particulier la charge maximale des trous et la charge maximale à la volée. Ils doivent être adaptés à la progression de l'extraction.

### Article 7.5.2.2 « Extraction de la bande des 15 mètres le long de la falaise en rouge selon le plan en ANNEXE II » :

L'extraction de la bande de 15 mètres est réalisée à l'aide de moyen mécanique. Le micro-minage est autorisée sous avis favorable d'un organisme extérieur compétent en géotechnique à la suite d'une étude géotechnique et trajectographique.

### Article 7.5.2.3 « Extraction de la falaise Sud, au droit de l'ancien poste primaire » :

Au-dessus de la cote 646 mètres, une barrière provisoire est mise en place selon les préconisations de l'étude géotechnique « Exploitation du triangle Est-Socava Saint Jeoire (74) Etude d'Avant-Projet » du 07/02/2022 réalisée par le bureau d'étude Alpes-Ingé.

A la cote 646 mètres, avant l'exploitation, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'option des éléments de protection choisie (déflecteur avec avaloir, écran dynamique, etc.) et la justification de la réalisation des travaux de sécurisation qui en découlent. L'exploitation de cette tranche est soumise à l'avis favorable d'un organisme compétent extérieur en géotechnique à la suite de la réalisation des travaux de sécurisation.

### **Constats :**

Les pistes ont été modifiées conformément au nouveau phasage, L'ancienne piste est condamnée et le merlon de protection au pied des anciens fronts a été sur-élevé. La hauteur des forations qui ont été réalisées dans la zone matérialisée en rouge n'a pas dépassé 10 mètres.

L'extraction de la bande des 15 mètres le long de la falaise, au droit de l'ancien primaire n'a pas

débuté.

L'exploitant a transmis l'étude géotechnique réalisée par Alpes Ingé qui préconise les mesures de protection à mettre en place pour réaliser l'extraction de la falaise Sud au droit de l'ancien poste primaire.

Ces mesures seront réalisées et contrôlées avant l'extraction de la zone.

**Observations :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avis favorable de l'organisme compétent extérieur en géotechnique à la suite de la réalisation des travaux de sécurisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 7 : Exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Condition d'exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'extraction est réalisée depuis l'arrière, sur la zone préalablement extraite.

Lors des phases de réévaluation des conditions d'exploitation, un suivi géotechnique d'exploitation doit être mis en place à une fréquence validée par un organisme compétent en géotechnique.

Article 7.5.3.1 « Extraction de la zone Sud sous la cote 635 m selon le plan en ANNEXE III (zone bleue) » :

La tranche de matériau située entre la ligne de crête et 8 mètres est abattue à l'aide de tirs de profondeur maximale de 5 mètres.

Les paramètres de tirs respecteront les dispositions suivantes:

- la maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ;
- les charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 15 kg ;
- la charge maximale à la volée est de 500 kg.

L'extraction dans cette tranche donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans un registre après chaque tir ;
- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité. La supervision des travaux de remise en état devra être réalisée par un organisme indépendant et compétent. La reprise d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

La tranche de matériau située entre 8 mètres et 40 mètres est abattue à l'aide de tirs de profondeur maximale de 9 mètres.

Les paramètres de tirs respecteront les dispositions suivantes:

- la maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ;
- les charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 30 kg ;
- la charge maximale à la volée est de 1000 kg.

Article 7.5.3.2 « Extraction de la zone Nord (zone jaune) de la cote 640 mètres à la cote 635 mètres selon le plan en ANNEXE III (zone jaune) » :

L'extraction de la tranche de matériau située entre la ligne de crête et 4,5 mètres est réalisée à l'aide de moyen mécanique. Le stationnement des engins d'extraction est interdit sur le massif à abattre.

L'extraction dans cette tranche donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans



- un registre après chaque tir ;
- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité. La supervision des travaux de remise en état devra être réalisée par un organisme indépendant et compétent. La reprise d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

**Article 7.5.3.3« Extraction de la zone Nord sous la cote 635 mètres selon le plan en ANNEXE III (zone jaune) » :**

La tranche de matériau située entre la ligne de crête et 8 mètres est abattue à l'aide de tirs de profondeur maximale de 5 mètres.

Les paramètres de tirs respecteront les dispositions suivantes:

- la maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ;
- les charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 15 kg ;
- la charge maximale à la volée est de 500 kg.

L'extraction dans cette tranche donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans un registre après chaque tir ;
- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité. La supervision des travaux de remise en état devra être réalisée par un organisme indépendant et compétent. La reprise d'exploitation est subordonnée à l'avis favorable de cet organisme ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

La tranche de matériau située entre 8 mètres et 20 mètres est abattue à l'aide de tirs de profondeur maximale de 9 mètres.

Les paramètres de tirs respecteront les dispositions suivantes:

- la maille de foration pourra être adaptée sans dépasser 2,5 à 4 mètres ;
- les charges maximales des trous seront adaptées vis-à-vis de la maille de foration sans dépasser 30 kg ;
- la charge maximale à la volée est de 1 000 kg.

**Constats :**

Dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière, l'exploitant a suspendu l'extraction des zones « bleue et jaune » (selon le plan de l'Annexe III). Il souhaite préserver ces zones pour créer une piste. A la date de l'inspection, l'altitude du carreau de ces zones est compatible avec les cotes du phasage prévisionnel.

En ce concerne la zone « bleue » située au droit de la RD, aucun moyen de prévention de chute de blocs n'est mis en place. Le plan en Annexe III, prévoit la réalisation d'une étude géotechnique sur ce secteur.

Dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière, et avant de réaliser les travaux pour la création de la piste, l'exploitant devra réaliser par un organisme compétent extérieur une étude géotechnique sur cette zone afin de valider les travaux. Cette étude devra également déterminer les mesures de protection à mettre en place en amont.

**Dans tous les cas, le délai de transmission de cette étude à l'inspection ne pourra excéder 6 mois.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2006, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi géotechnique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi géologique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation ;</li><li>• modifier la méthode d'exploitation si nécessaire. Les conditions d'exploitation prescrites à l'article 5 du présent arrêté pourront être modifiées uniquement par la production d'une étude géotechnique réalisée par un organisme indépendant et compétent en géotechnique.</li></ul> La fréquence des visites pour le suivi géotechnique des fronts doit être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par le géotechnicien avec un suivi géotechnique a minima annuel. Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> A la date de l'inspection, le suivi géotechnique est réalisé soit par ARIAS soit par Alpes Ingé. Du fait des travaux et du projet de renouvellement et d'extension de la carrière la fréquence de suivi est supérieur à la fréquence minimale annuelle. A la date de l'inspection, il n'y a pas de nouvelles instabilités ou de familles de failles qui ont été découvertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement à la date du 27/04/2023, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse - PSH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a déclaré que l'eau utilisée sur le site provenait exclusivement du réseau. Aucun prélèvement dans le milieu n'est réalisé sur le site. L'exploitant a répondu à la sollicitation de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. En 2022, Il a déclaré : <ul style="list-style-type: none"><li>• en 2023, une consommation de 2 494 m<sup>3</sup> (un compteur est mis en place) ;</li><li>• sur les 5 dernières années, une consommation moyenne de 1 680 m<sup>3</sup>/an.</li></ul>

Il a commencé à compléter le Plan de Sobriété Hydrique :

- recensement des postes consommant de l'eau : laveurs de roues, point de chutes des bandes transporteuses, aspersion (stocks + pistes), nettoyage des routes, etc. ;
- consommation de ces postes ;
- mise en place d'un contrôle et maintenance des compteurs ;
- suppression de l'arrosage du marinage du fait du déplacement du primaire ;
- les actions mises en places selon les postes vis-à-vis du niveau en période de sécheresse ;
- etc.

L'ensemble de ces éléments devront être transmis dans le dossier de renouvellement et d'extension de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

